

# Bureau des activités pour les employeurs:

# Enquête du BIT sur les organisations d'employeurs

2010

5-6 septembre 2011 - Genève, Suisse

La fonction de représentant des employeurs

## Table des matières

Introduction	1
1. Membres et structure	4
2. Revenus	7
3. Personnel	10
4. Services	13
5. Possibilités et contraintes	20
6. Effets de la crise financière de 2008	24
Conclusion	27
Annexe I: Enquête	278
Annexe II: Liste des répondants	50

### Introduction

En 2010, le Bureau des activités pour les employeurs a réalisé une enquête sur les organisations d'employeurs de niveau national dans le cadre d'un projet plus général visant à mieux comprendre ce qui est en train de changer dans la fonction de représentant des employeurs au niveau national. Douze ans après la dernière enquête, l'enquête de 2010 visait à examiner quatre questions fondamentales:

- 1. Quels sont les atouts actuels des organisations nationales représentant les employeurs et les entreprises, et sont-ils susceptibles d'évoluer au cours des prochaines années?
- 2. Comment ces organisations s'adaptent-elles (ou non) à l'évolution de l'environnement et des demandes de leurs membres?
- 3. De quels types d'organisations les entreprises auront-elles besoin dans les années à venir et quelles devraient être les activités de ces organisations?
- 4. Que faut-il changer en termes de vision et d'approche, et comment ces changements peuvent-ils être mis en œuvre?

Le questionnaire (Annexe 1) a été adressé aux organisations d'employeurs de niveau national qui participent à l'OIT et les questions étaient structurées en cinq volets principaux :

- Y a-t-il des signes qui montrent que la valeur de l'affiliation aux organisations d'employeurs est en train de changer?
- Y a-t-il un quelconque changement dans le type d'avantages que les entreprises attendent de leur affiliation aux organisations d'employeurs —les services relatifs au marché du travail sont-ils satisfaisants ou non?
- Où les organisations d'employeurs voient-elles des contraintes dans leur environnement de travail?
- Dans quelle mesure la structure de la représentation des entreprises évolue-t-elle?
- La récente crise financière a-t-elle eu un impact sur les organisations d'employeurs?

Les sections 1 et 2 du questionnaire visaient à classer les répondants en fonction de la composition des membres. Les pays ont ensuite été encore classés par région et en fonction des niveaux de revenu établis par la Banque mondiale, les indices « Doing Business » établis par la Société financière internationale, et les statistiques de l'OIT sur le taux de syndicalisation. L'analyse présentée ici n'utilise que les catégories régionales et celles qui sont déterminées en fonction du revenu, mais il serait possible de mettre à disposition les autres catégories pour d'autres enquêtes si cela s'avérait utile.

Le reste du questionnaire est consacré à l'examen des indicateurs internes et externes qui peuvent faire apparaître un changement dans les atouts dont peuvent se prévaloir les organisations d'entreprises:

- La section 3 pose la question des sources de revenus et des éventuels changements qui se produisent à cet égard, en recherchant des indicateurs de l'évolution des besoins des membres.
- La section 4 est consacrée à l'examen des changements dans l'affectation du personnel et la planification stratégique.
- La section 5 pose la question des changements qui touchent les services, et la section 6 examine en particulier les services relatifs au marché du travail.
- La section 7 examine diverses formes de concurrence auxquelles les organisations d'entreprises sont susceptibles d'être confrontées, ainsi que leurs relations avec les syndicats.
- La section 8 pose la question des effets de la crise financière sur les membres et sur leurs revenus.

Cela a représenté un exercice complexe. Sur les 140 organisations contactées, 83 ont répondu<sup>1</sup>, de toutes les régions. Elles représentaient un ensemble de situations nationales diverses, notamment tous les stades de développement et tous les niveaux de diversité économique, et une répartition homogène selon l'indice de la facilité des activités économiques. On trouvera à l'annexe 2 une liste complète des organisations qui ont répondu. Nous tenons à les remercier toutes pour l'effort considérable qu'elles ont consenti pour cet exercice.

L'hébergement du site web de l'enquête, la conception du questionnaire électronique et de l'analyse statistique des réponses ont été assurés par Connection Research (<a href="www.connectionresearch.com.au">www.connectionresearch.com.au</a>), à qui nous adressons nos remerciements, en particulier au directeur de la recherche, Graeme Philipson, pour la gestion d'un ensemble de données très complexe, communiquées en quatre langues.

Les résultats de cette enquête n'expliquent pas tout. L'échantillon était composé d'un segment très spécifique de la représentation des entreprises, l'organisation d'employeurs au niveau national. Dans la plupart des pays, la structure de la représentation des entreprises est très complexe, avec différents niveaux d'organisation et des groupements de secteurs industriels fournissant des services complémentaires ou concurrents. Même à l'intérieur de l'échantillon des répondants, du fait de la grande diversité des organisations et des environnements politiques et institutionnels dans lesquels elles exercent leurs activités, il est nécessaire d'enquêter davantage pour mieux comprendre ce que recouvrent les données.

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> 15 d'Afrique, 20 des Amériques, 30 de l'Asie-Pacifique, 18 d'Europe.

Globalement, le message qui se dégage de l'enquête est positif. Seuls 13 pour cent des répondants ont indiqué une diminution du nombre de membres sur les 5 dernières années, contre 75 pour cent qui ont notifié une augmentation, et 12 pour cent qui sont demeurés stables. Les cotisations demeurent la source de revenu la plus importante, mais dans les pays à faible revenu, elles représentent moins de la moitié du revenu total. Les sondés sont tout à fait convaincus de l'importance des services de représentation à l'avenir, en particulier en ce qui concerne l'emploi, la main-d'œuvre et les affaires sociales et économiques.

Même si l'on considère que les fonctions des répondants ont probablement eu une incidence sur les réponses globales, celles-ci reflètent bien les tendances fondamentales. Il convient de noter en particulier les difficultés mentionnées dans les réponses car elles sont susceptibles d'indiquer des domaines dans lesquels les associations professionnelles devront être particulièrement vigilantes dans les années à venir.

#### Note technique

La classification des pays en fonction du niveau de revenu a été faite conformément au Rapport sur le développement dans le monde 2010 de la Banque mondiale, sauf que la présente analyse ne fait pas de distinction entre les pays à revenu élevé qui font partie de l'OCDE et ceux qui n'en font pas partie.

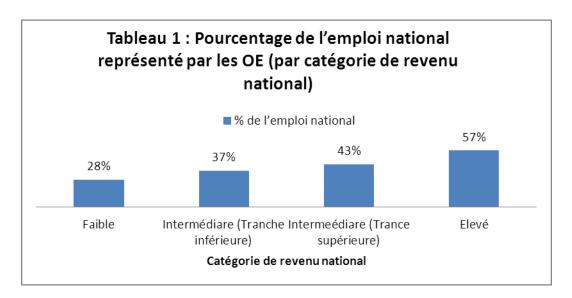
Le Rapport sur le développement dans le monde 2010 classe les économies selon le revenu national brut par tête, et utilise les classifications ci-après : faible revenu, 975\$ ou moins ; revenu intermédiaire, de 976\$ à 11 905\$; et revenu élevé, 11 906\$ ou plus. Les données utilisées sont celles de 2008.

La classification régionale est fondée sur les groupements des membres de l'OIT pour les réunions régionales, à savoir:

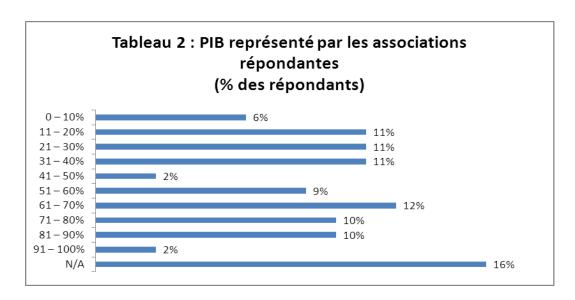
- Afrique
- Amériques
- Asie-Pacifique (y compris les États arabes de l'Asie de l'Ouest et l'Océanie, à l'exclusion des républiques d'Asie centrale qui faisaient officiellement partie de l'Union soviétique)
- Europe (y compris la Turquie, Israël et les républiques d'Asie centrale qui faisaient officiellement partie de l'Union soviétique)

#### 1. Membres et structure

En termes de représentativité, les organisations des pays plus développés représentaient généralement une plus forte proportion de l'emploi national que celles des pays pauvres. Cela cadre avec les observations antérieures et reflète probablement l'ampleur du secteur informel dans les économies en développement, de même que le niveau d'organisation généralement plus bas dans ces pays.

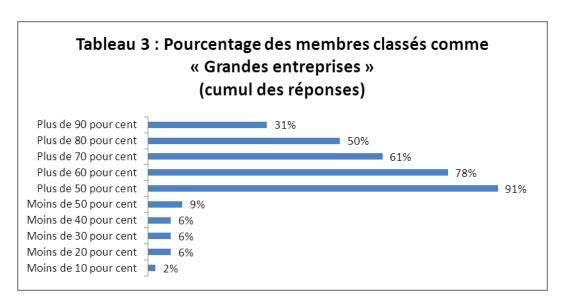


S'agissant de la proportion du revenu national représentée par les membres, environ la moitié des organisations qui ont répondu ont dit qu'elles représentaient la moitié ou plus du PIB de leurs économies nationales respectives. Les nombres indiquent une distribution plus ou moins normale, encore qu'il soit difficile d'expliquer la curieuse baisse dans le cinquième décile.



Sur les 71 répondants qui ont répondu à la question de savoir s'il y avait d'importantes catégories d'entreprises qui ne faisaient pas partie de leurs membres, 39 ont répondu par la négative, et 32 par l'affirmative.

La grande majorité des organisations (91%) ont répondu que leurs membres étaient principalement des grandes entreprises. De fait, pour la moitié des répondants, 80 pour cent des membres étaient classés dans la catégorie des grandes entreprises, tandis que 6 pour cent seulement ont indiqué que les grandes entreprises représentaient moins de 20 pour cent de leurs membres.



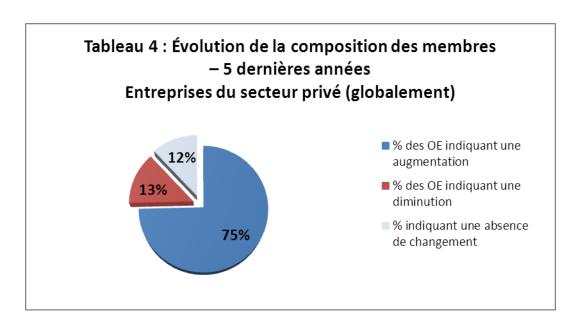
Cependant, sur les 56 organisations qui ont notifié le nombre d'entreprises composant leurs membres, 39 ont inclus des petites entreprises, soit un chiffre supérieur au 31 organisations qui ont notifié des entreprises du secteur public et 11 qui ont inclus des établissements publics dans leurs membres.

En même temps, si les réponses à la question relative aux groupes d'entreprises qui ne faisaient pas partie des membres semblent trop diverses pour en tirer un grand nombre de conclusions, dans le domaine des affiliations volontaires du secteur privé, les petites entreprises sont apparemment les plus importantes parmi les non-membres.

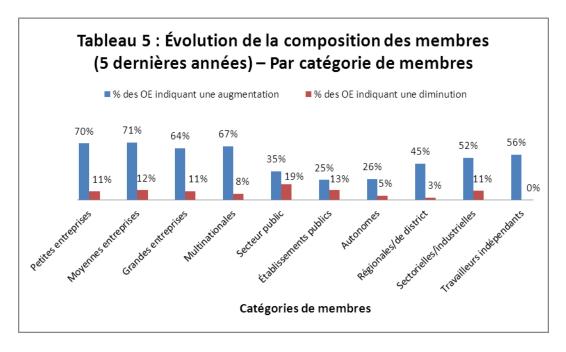
#### Optimisme concernant l'augmentation du nombre de membres

Les statistiques relatives à l'évolution des nombres de membres brossent un tableau très positif des 5 dernières années (jusqu'en 2010). Certaines OE ont indiqué une baisse du nombre de membres liée à la crise financière mondiale de 2008, mais apparemment, il n'y a généralement pas eu de conséquences significatives sur les nombres de membres.

Le graphique ci-après indique que sur les 5 dernières années, 75% des OE répondantes ont connu une augmentation de leurs membres, et 13% seulement, une diminution. La diminution s'est produite essentiellement en Amérique latine et en Asie-Pacifique, tandis que ce sont l'Europe et l'Afrique qui ont notifié la plus forte augmentation.



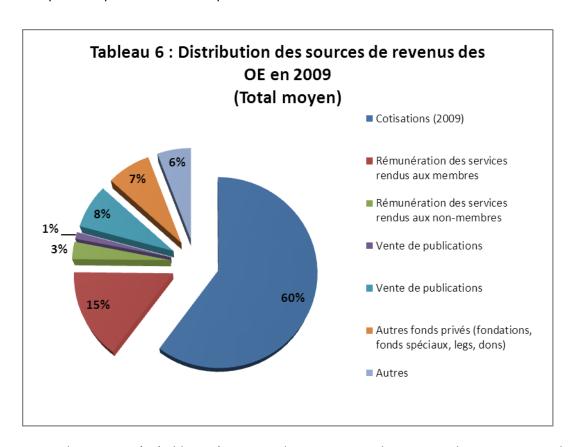
Si l'on désagrège ces informations en fonction des catégories de membres, on voit mieux d'où provient cette augmentation des nombres de membres.



Le graphique ci-dessus montre que la plus forte augmentation des nombres de membres des organisations d'employeurs est à mettre au compte des petites et moyennes entreprises. Il est également intéressant de noter que plus de 50% des répondants ont notifié une augmentation du nombre de travailleurs indépendants membres, un secteur qui n'a pas été habituellement associé aux OE dans le passé.

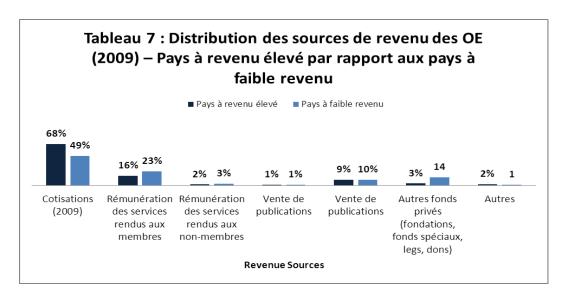
#### 2. Revenus

Le tableau ci-après offre une vue de la situation globale en ce qui concerne les sources de revenus des OE (en 2009). Les droits d'inscription des membres représentent en moyenne 60% des revenus des OE dans le monde. Cela peut s'expliquer en partie par le fait que les répondants étaient tous des organisations de pointe dans leurs pays respectifs, et les services directs sont généralement offerts par les organisations locales ou sectorielles, mais l'enquête n'a pas examiné cet aspect.



Le graphique ci-après (tableau 7) compare la composition des sources de revenus entre les organisations des pays à revenu élevé et celles des pays à faible revenu. Il est intéressant de noter la différence au niveau de l'importance des revenus tirés des cotisations et de ceux provenant de la facturation des services, en particulier.

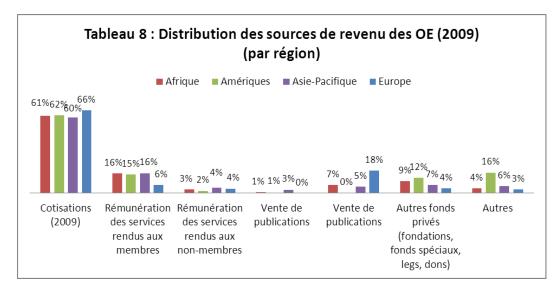
Tandis que les organisations des pays à revenu élevé tirent près de 70% de leurs revenus des cotisations, celles des pays à faible revenu tirent à peine la moitié de leurs revenus de cette source. Mais lorsque ces mêmes données sont analysées par région (comme dans le tableau 8), cette disparité est bien plus équilibrée.



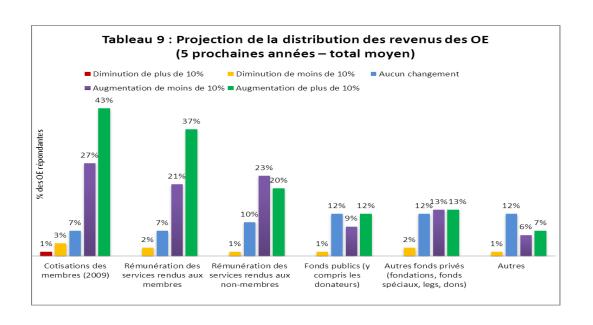
Il est aussi intéressant de noter la différence entre les revenus issus de la rémunération des services rendus aux membres, les répondants des pays à faible revenu recevant près de 10% de plus dans ce domaine.

Il convient de souligner un autre point, en référence à une tendance de plus en plus nette qui est apparue dans les commentaires des répondants des pays à revenu élevé, à savoir qu'ils recherchaient de plus en plus des possibilités de publicité et de parrainage comme moyen d'accroître leur revenu global.

Lorsqu'on examine le tableau ci-après, il convient de noter que les manifestations et les projets constituent habituellement une source importante de revenu en Amérique latine, tandis que le soutien des donateurs est important en Afrique.

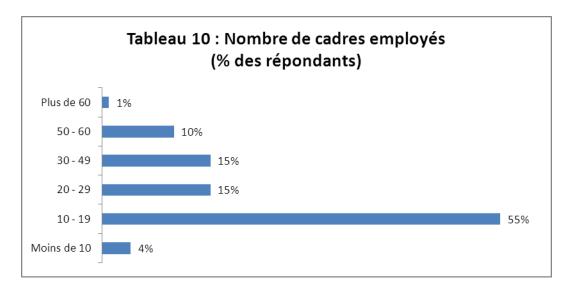


Les projections ci-après (tableau 10) montrent que les cotisations des membres et la rémunération des services rendus aux membres devraient continuer de représenter les sources de revenu les plus importantes, bien qu'une tendance croissante à l'augmentation des revenus tirés de la rémunération des services rendus aux non-membres soit aussi apparente.



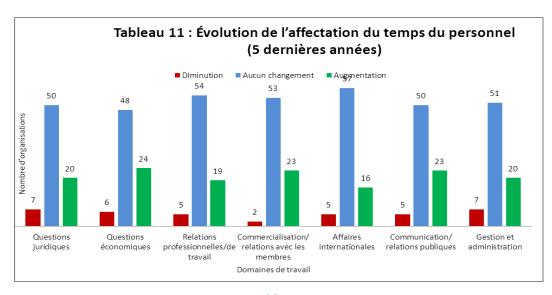
#### 3. Personnel

Cinquante-cinq pour cent des organisations répondantes ont indiqué qu'elles employaient entre 10 et 19 cadres et assimilés.



L'enquête sollicitait des informations sur le temps passé par les membres du personnel dans différents domaines de travail, ce qui est un indicateur possible de l'évolution des priorités en fonction de la performance ou des besoins des membres. Il convient de noter que ces chiffres n'indiquent qu'une évolution relative à l'intérieur de certains domaines de travail. L'importance relative de chaque domaine par rapport aux autres a été traitée dans la section 4.

L'affectation du temps dans les organisations répondantes n'évolue pas beaucoup entre la période récente et les prévisions d'avenir, mais lorsqu'une évolution a été notifiée, l'augmentation nette la plus importante concerne apparemment les questions économiques, la commercialisation et la communication, la diminution nette la plus importante concernant le temps consacré aux activités de gestion.

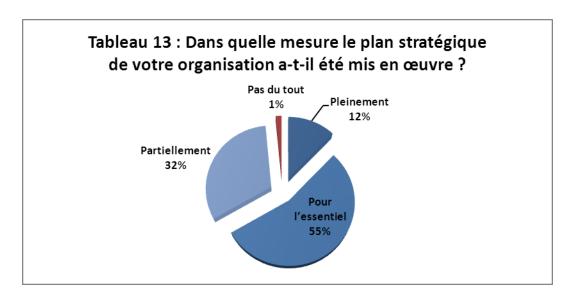


Ces chiffres recouvrent sans doute plus de choses que ce que révèlent ces indicateurs de l'affectation du temps du personnel car 57 pour cent des répondants ont indiqué qu'ils avaient procédé à une importante restructuration du personnel au cours des 5 dernières années, contre 25 pour cent qui l'avaient fait plus de 5 ans en arrière. L'enquête n'a pas examiné cette question plus en détail.

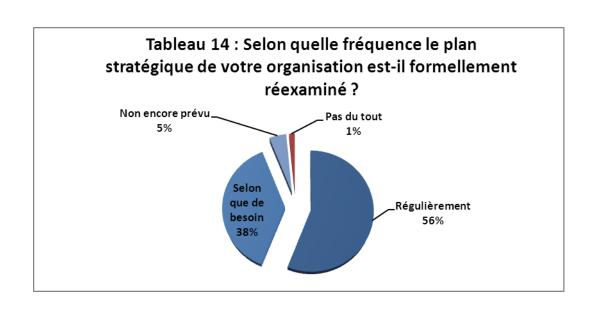
Par ailleurs, 80% du total des répondants ont indiqué que leur organisation avait un plan stratégique.



Cependant, 12% seulement ont dit qu'ils avaient pleinement mis en œuvre leur plan, et 55% ont répondu par « mis en œuvre pour l'essentiel », tandis que 32% ont répondu « en partie seulement ».



Il est très possible que ces réponses, ainsi que les chiffres relatifs au réexamen prévu des plans stratégiques, indiquent le degré de pression en faveur du changement que connaissent les associations professionnelles. Il convient de noter que toutes les OE qui ont répondu que leur plan stratégique était pleinement mis en œuvre ont aussi répondu que leur plan était régulièrement réexaminé (tableau 14).

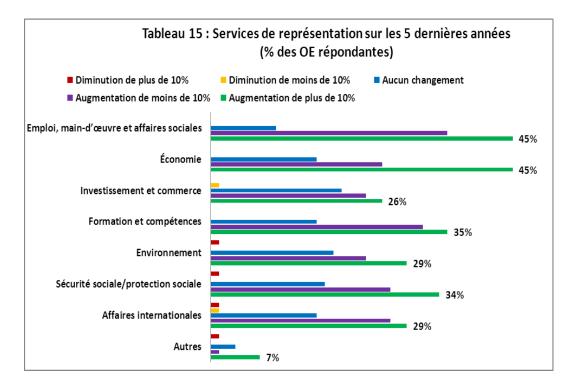


#### 4. Services

#### Représentation, actions de persuasion et de sensibilisation

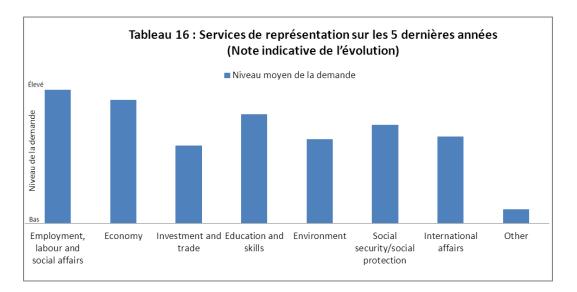
Les deux sections ci-après portent sur le mandat des OE et les services qu'elles fournissent, à savoir des services de représentation et des services directs fournis aux membres.

Selon les questions de l'enquête correspondant à cette section, les OE devaient évaluer les services de représentation et services directs qu'elles fournissent en fonction de la mesure dans laquelle ces services avaient soit augmenté, soit diminué au cours des 5 dernières années, puis elles devaient prédire ce que serait la demande concernant ces services sur les 5 prochaines années. Le graphique ci-après présente la réponse globale des OE concernant l'augmentation ou la diminution de la demande de services de représentation sur les 5 dernières années dans chaque domaine d'intervention.



Le tableau ci-dessus contient beaucoup d'informations, mais le fait d'avoir 5 niveau pour la demande rend difficile la comparaison de la demande réelle dans un domaine d'intervention par rapport à un autre.

Afin de faciliter la comparaison des données, une « note indicative de l'évolution » globale a été élaborée pour donner une valeur pondérée<sup>2</sup> à l'ampleur de l'augmentation ou de la diminution de la demande que les OE avaient connue dans le passé et qu'elles prévoyaient pour l'avenir. L'utilisation de cette note indicative de l'évolution permet de déterminer la demande moyenne dans chaque domaine d'intervention. Ce sont ces informations qui figurent sur le graphique suivant (tableau 16).



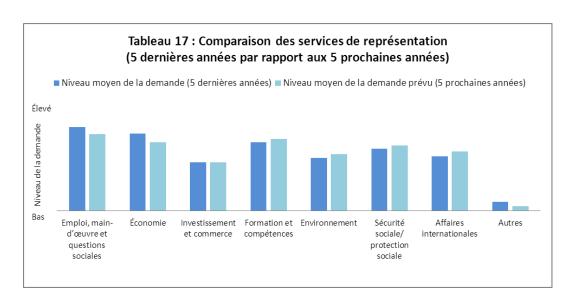
Le graphique ci-dessus indique qu'en moyenne, les OE ont connu une augmentation de la demande dans chaque domaine d'intervention, l'augmentation la plus importante s'étant produite dans trois domaines : emploi, main-d'œuvre et questions sociales ; économie ; et formation et compétences. Il importe de reconnaître que ce graphique ne reflète pas le niveau de service global, mais seulement la mesure dans laquelle la demande concernant ces services a augmenté ou diminué.

À l'aide de la même formule, il est possible de comparer le niveau de la demande sur les 5 dernières années et le niveau de la demande prévue.

comparaison entre les catégories.

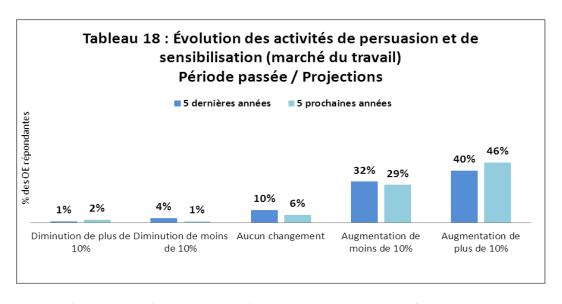
\_

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup> Pour établir les notes indicatives de l'évolution, une valeur pondérée a été attribuée à chaque niveau de réponse. Chaque réponse *Diminution de plus de 10%* a reçu une valeur de -2, tandis que chaque réponse *Augmentation de plus de 10%* a reçu une valeur de +2, les autres réponses recevant des valeurs de même niveau. L'utilisation de cette méthode permet d'obtenir un tableau plus complet de la demande globale ou de l'impact subi dans chaque catégorie. Ces notes n'ont pas de valeur en elles-mêmes, mais elles facilitent la

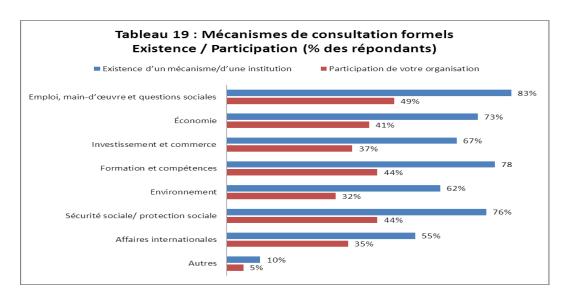


Il ressort clairement des données figurant dans le tableau ci-dessus que, pour l'essentiel, le niveau de la demande prévue correspond au niveau de la demande sur les 5 dernières années. On peut noter une différence minime dans les domaines de l'emploi et de l'économie, ce qui est logique puisque les OE s'éloignent de la crise de 2008, tandis que la formation, l'environnement, la sécurité sociale et les affaires internationales sont des domaines tous tournés vers l'avenir qui concernent les questions de demain, ce qui explique la légère augmentation considérée.

S'agissant des questions relatives au marché du travail, il n'est pas étonnant que les activités de persuasion et de sensibilisation soient en augmentation d'une manière générale, les OE indiquant nettement que cette tendance se maintiendra sur les 5 prochaines années, et près de 50% d'entre elles répondant qu'elles s'attendent à une augmentation de l'activité supérieure à 10%.



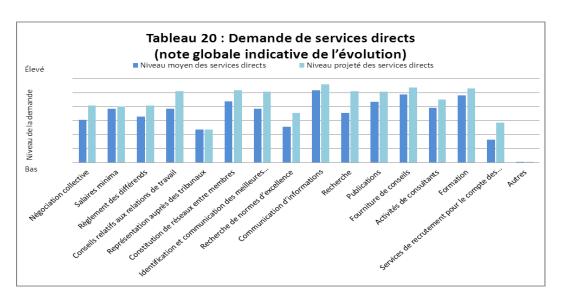
Il apparaît que lorsqu'il existe des mécanismes de consultation formels pour participer à l'élaboration de la politique publique, les organisations répondantes n'ont pas toujours été présentes.



Compte tenu du fait que les organisations étaient celles qui représentaient la communauté des entreprises de leur pays auprès de l'OIT, l'emploi et les affaires sociales étaient les domaines pour lesquels la participation était la plus élevée.

#### Services directs

À l'aide de la même méthode fondée sur une « note indicative de l'évolution » que celle qui a été utilisée pour évaluer les réponses concernant les services de représentation pour trouver le niveau moyen de la demande concernant les services directs, il devient facile de voir pour quels services directs relatifs au marché du travail la demande a été constante sur les 5 dernières années. La comparaison de ces données avec les réponses des organisations d'employeurs concernant les services directs pour lesquels elles prévoient une augmentation de la demande peut leur donner une idée des nouveaux axes vers lesquels les priorités de leurs membres sont susceptibles de s'orienter ainsi qu'une indication des domaines dans lesquels elles devraient concentrer leur énergie et leurs ressources à l'avenir.



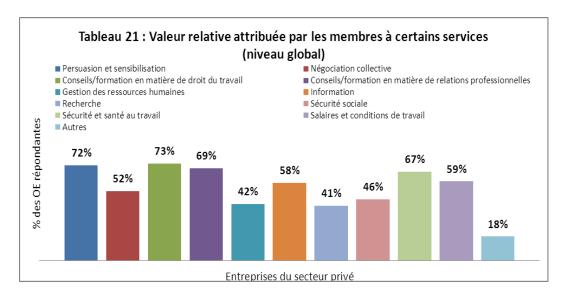
Si le graphique ci-dessus contient certaines informations intéressantes sur les services pour lesquels la demande devrait augmenter selon les projections sur les 5 prochaines années, ce

qui est peut-être le plus intéressant à noter, c'est le niveau de la demande permanente de formation.

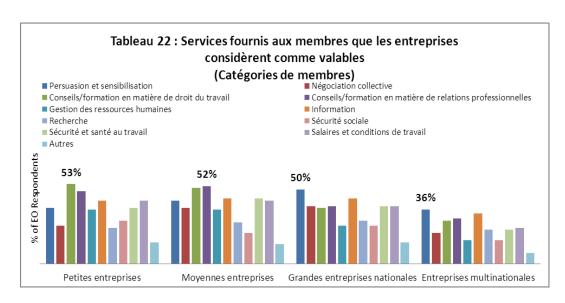
En effet, dans la section suivante (section 5), à la question de savoir dans quels domaines les organisations d'employeurs étaient confrontées à la concurrence la plus vive (tableau 28), les établissements de formation ont été classés à la deuxième place parmi les concurrents les plus importants des organisations d'employeurs pour ces services. Comme la formation en tant que service direct n'est pas une fonction essentielle pour la plupart des organisations d'employeurs de niveau national, au lieu de considérer les établissements de formation comme des concurrents, peut-être est-ce un domaine dans lequel des partenariats pourraient être établis – surtout dans les pays qui connaissent d'importantes pénuries de compétences.

#### Valeur des services

Le graphique ci-après montre le pourcentage d'organisations d'employeurs qui ont répondu positivement concernant chaque service auquel les entreprises du secteur privé considèrent comme valables. Globalement, si les services de représentation tels que les activités de persuasion et de sensibilisation demeurent importants, les services directs dans le domaine du droit du travail et des relations professionnelles ont obtenu des notes très élevées, de même que la sécurité et la santé.

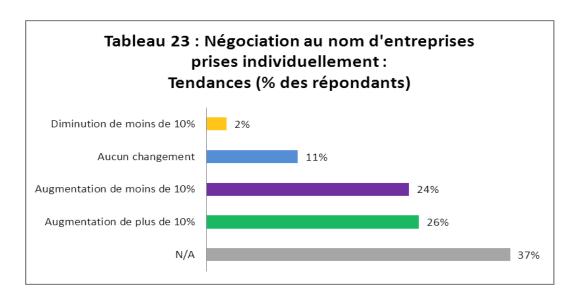


Lorsqu'on regroupe les entreprises du secteur privé selon différentes catégories, il devient évident que la raison pour laquelle une telle valeur est attachée aux conseils et à la formation en matière de droit du travail est que les petites et moyennes entreprises accordent une grande importance à ces types de services. Le graphique ci-après confirme que les petites et moyennes entreprises attachent relativement plus de valeur aux services directs que les grandes entreprises et les multinationales, qui donnent plus d'importance aux activités de persuasion et de sensibilisation. Toutes les entreprises attribuent une note élevée aux services d'information, mais apparemment seules les multinationales attachent une valeur similaire à la recherche et à l'information.

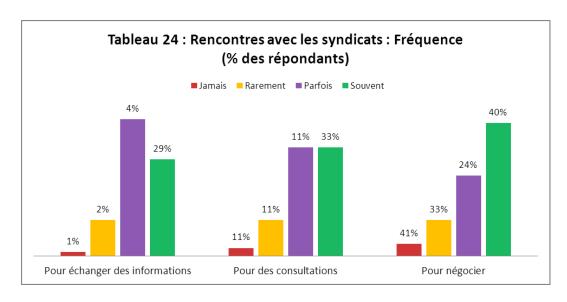


Si les activités de persuasion et de sensibilisation, les conseils et la formation en matière de droit du travail/de relations professionnelles et la communication d'informations sont des domaines traditionnellement associés aux services fournis par les organisations d'employeurs, il est intéressant de remarquer la note relativement élevée obtenue par la sécurité et la santé au travail.

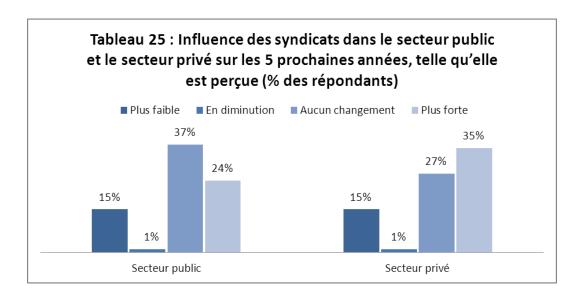
S'agissant des négociations menées au nom des entreprises par les organisations répondantes et les fédérations qui en sont membres, beaucoup n'ont pas répondu, ce qui sous-entend qu'elles n'ont pas fourni de services de ce type. Cependant, celles qui en fournissaient estimaient que ces services allaient augmenter à l'avenir.



En ce qui concerne en particulier les relations avec les syndicats, un grand nombre de répondants ont indiqué qu'il s'agissait d'une activité importante, notamment les consultations et les négociations.

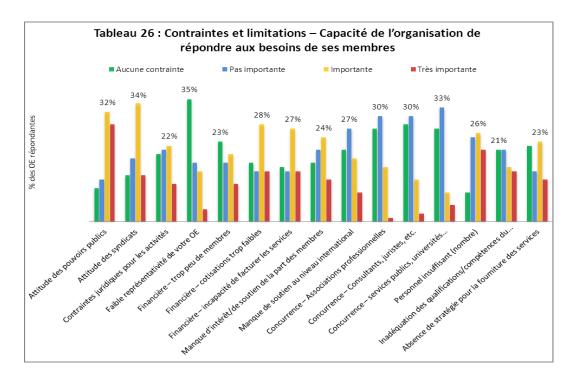


Un grand nombre s'attendent aussi à ce que l'influence et la pertinence des syndicats augmentent sur les cinq prochaines années (tableau 25):



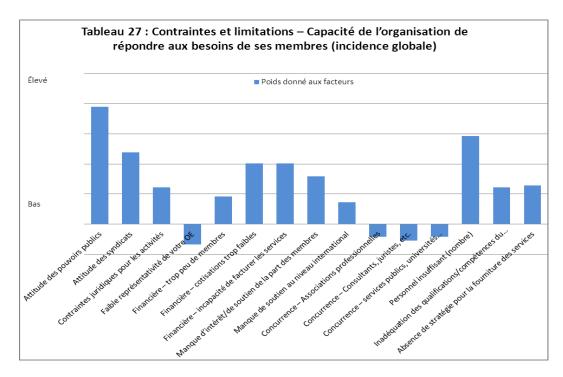
#### 5. Possibilités et contraintes

Le graphique ci-après met en évidence les facteurs qui constituent les contraintes les plus importantes pour la capacité des organisations de répondre aux attentes et aux besoins de leurs membres. Il est structuré en fonction du nombre d'OE qui ont répondu pour chaque facteur constituant ou non une contrainte.



Les contraintes externes les plus importantes, selon les réponses, sont les attitudes des pouvoirs publics et des syndicats. Les contraintes internes importantes sont l'insuffisance ou l'inadéquation du personnel et les questions financières.

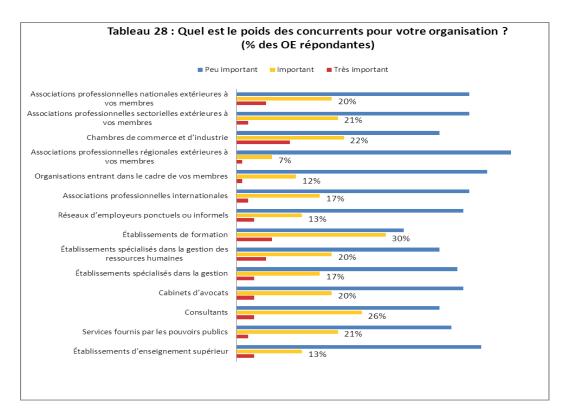
Par rapport aux autres contraintes, la concurrence des autres groupes ne semble pas être un facteur important. S'agissant des concurrents potentiels, les établissements de formation et les chambres de commerce sont apparemment ceux qui comptent le plus. Il convient aussi de noter que plusieurs des organisations répondantes sont des chambres de commerce elles-mêmes, et n'ont donc pas répondu à cette question.



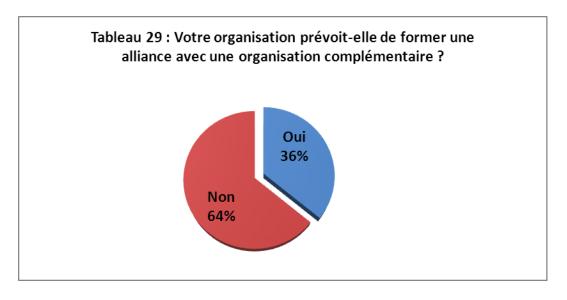
Les contraintes les plus importantes pour les répondants, selon le poids global donné à chaque facteur, sont, par ordre d'importance, les attitudes des pouvoirs publics, le personnel insuffisant (nombre) et les attitudes des syndicats, tandis que les organisations d'employeurs ont très majoritairement répondu que la faible représentativité n'était pas du tout une contrainte.

S'il est possible que la faiblesse de la représentation n'agisse pas directement comme une contrainte, il convient de noter qu'à bien des égards, le fait d'accroître la représentation pourrait être en partie une solution pour surmonter les 3 principales contraintes : une plus grande représentation signifie habituellement plus de membres, plus de revenus et plus d'influence – autant de facteurs importants pour se libérer des contraintes que les organisations d'employeurs ont répertoriées parmi les plus lourdes.

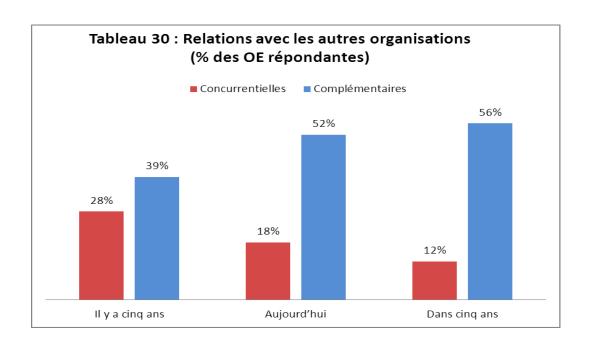
La question suivante qui a été posée aux organisations d'employeurs relativement aux contraintes portait sur le poids qu'elles accordaient aux différents concurrents. Veuillez noter qu'il s'agit du graphique mentionné à la page 17 dans la remarque sur la formation d'éventuels partenariats avec les établissements de formation dans le cadre d'un effort commun pour développer une main-d'œuvre plus capable.



Il est intéressant de noter que, relativement aux concurrents potentiels, 36% ont répondu qu'elles prévoyaient de forger des alliances avec des organisations complémentaires:

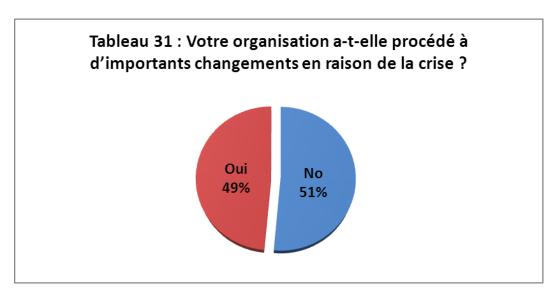


Il s'avère que cette tendance à la formation de partenariats et d'alliances est conforme à la tendance croissante à l'établissement de relations bien plus complémentaires avec des organisations extérieures aux membres des organisations d'employeurs. Les informations figurant sur le graphique ci-après (tableau 30) indiquent qu'il est tout à fait possible qu'un plus grand nombre d'alliances soient établies dans un proche avenir, car un plus grand nombre d'organisations travaillent ensemble sur des questions communes.



### 6. Effets de la crise financière de 2008

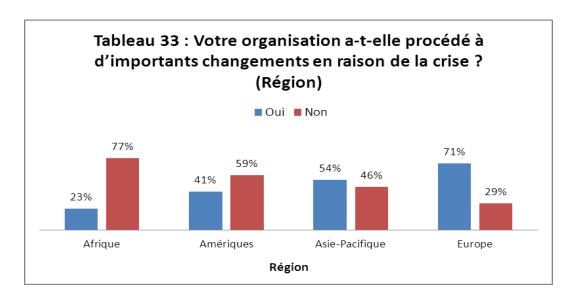
La crise financière mondiale qui a commencé en 2008 a eu un impact significatif dans le monde entier, et dans bien des cas, cet impact se fait encore sentir aujourd'hui. Dans le cadre de l'enquête, il a été demandé aux organisations d'employeurs si la crise avait provoqué ou non d'importants changements dans leurs activités ou leurs priorités. Étonnamment, le clivage des réponses se situe presque au milieu.



Pour comprendre comment la réponse globale s'est avérée aussi équilibrée, il est utile d'examiner d'où provenaient les réponses. Le graphique ci-après montre que lorsqu'on regroupe les données relatives aux organisations qui ont procédé à des changements pour faire face à la crise en fonction du niveau du revenu national, il est évident que ce sont les organisations d'employeurs des pays à revenu élevé qui ont subi l'impact le plus fort.



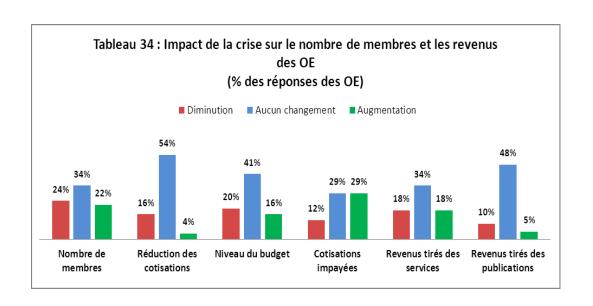
D'un point de vue régional (tableau 33), c'est l'Europe qui a notifié le plus de changements dans les activités et les priorités provoqués par la crise, et l'Afrique qui en a notifié le moins. (Note : l'Amérique du Nord ne faisait pas partie de l'échantillon).



Un élément particulièrement intéressant des réponses données par les organisations qui ont répondu « oui » à la question de savoir si elles avaient modifié leurs activités et leurs priorités est que nombre d'entre elles ont fait face à la crise en s'efforçant davantage de se rapprocher de leurs membres. Beaucoup d'organisations ont indiqué qu'elles avaient commencé à accorder la priorité à la communication avec les membres ainsi qu'à l'intensification des négociations avec les syndicats et les pouvoirs publics, de sorte que, d'une certaine manière, la crise a encouragé les OE à relever le niveau de leurs services, ce qui pourrait expliquer certaines des données positives figurant sur le graphique ci-après (tableau 34).

Il a également été demandé aux organisations quel avait été l'impact de la crise au plan du nombre de membres et des revenus. Il est intéressant de noter dans les réponses à cette question que, s'agissant du nombre de membres, les OE ayant notifié une augmentation sont presque aussi nombreuses que celles qui ont notifié une diminution. Cela prouve que s'il est possible que beaucoup d'organisations quittent une organisation composée d'entreprises durant une crise, peut-être pour réduire leurs coûts, un aussi grand nombre recherche une orientation pour guider leurs activités durant les périodes économiques difficiles.

Le graphique ci-après montre que pour beaucoup d'OE, le nombre de membres et les revenus ont certes diminué durant la crise, mais qu'elles ont été nombreuses à connaître une augmentation dans certains domaines, ce qui est une preuve supplémentaire de la valeur qu'elles peuvent offrir à leurs membres.



#### Conclusion

Si l'on récapitule les quatre questions fondamentales posées dans l'introduction du présent rapport :

S'agissant des atouts actuels des organisations nationales représentant les entreprises qui en sont membres :

De l'avis des répondants, leurs membres leur attachent plus que jamais de la valeur, la demande de services essentiels ayant connu sur les 5 dernières années une augmentation régulière qui devrait se poursuivre sur les 5 prochaines années, selon les projections.

S'agissant de la manière dont les organisations s'adaptent à l'évolution de l'environnement et des demandes de leurs membres :

Il y a bien eu apparemment une évolution de l'affectation du temps du personnel, la gestion et l'administration ayant été quelque peu délaissées au profit de la fourniture de services, mais la majorité des réponses ont notifié très peu de changements. D'autre part, la majorité des répondants prévoient aussi des augmentations de la demande de services directs et de services de représentation, ce qui est peut-être bien le résultat de leur adaptation aux attentes des membres.

S'agissant de la question de savoir de quels types d'organisations les entreprises auront besoin dans les années à venir :

S'il est vrai qu'une enquête sur les besoins des entreprises aurait mieux permis de répondre à cette question, l'enquête a néanmoins montré que les organisations dont les membres sont des entreprises connaissent différents niveaux de demande concernant les divers services qu'elles fournissent, en fonction de leurs situations particulières. Elles seraient bien avisées de suivre constamment les tendances des besoins des entreprises dans le cadre d'une approche stratégique de la fourniture de services aux membres.

S'agissant de la question de savoir ce qu'il faut changer en termes de vision et d'approche :

Toutes les sources d'information indiquent que le monde est en train de changer pour les entreprises, or la nette majorité des réponses à cette enquête semblent indiquer que très peu de choses changent pour les organisations qui représentent les entreprises. On peut en déduire intuitivement que les organisations d'entreprises devraient peut-être examiner de plus près ce qu'il arrive à leurs membres et adopter une approche plus stratégique pour faire valoir leurs atouts. Comme indiqué dans l'introduction, il s'agissait d'une enquête visant ceux qui sont chargés de fournir les services, restreinte à un segment particulier de la représentation des entreprises, qui ne pouvait pas rendre compte de la grande variété des circonstances dans lesquelles les organisations qui représentent les entreprises exercent leurs activités. Il faut d'autres enquêtes et études pour compléter cette enquête afin d'obtenir un tableau plus complet de ce qui est en train de se produire et de ce qu'il est nécessaire de faire. Notre projet se poursuivra donc dans ces directions.

# Bureau des activités pour les employeurs:

Enquête de l'OIT sur les organisations d'employeurs

2010

Annexe I: Enquête

# 1. Effectifs & structure

1.	Veuillez indiquer le nombre d'entreprises directement affiliées à votre organisation?
	Dans chacune des catégories ci-après, et laisser en blanc les catégories sans objet.
	Entreprises du secteur privé (toutes):
	Sociétés à capitaux étrangers:
	Petites entreprises:
	Entreprises du secteur public:
	Pouvoirs publics:
	Organismes/institutions autonomes:
	Autres:
2.	Si autre, veuillez spécifier:
3.	Combien d'associations et de fédérations d'employeurs comptez-vous parmi vos affiliés?
	Associations régionales/de de circonscription:
	Associations sectorielles/professionnelles:
	Autres (Veuillez spécifier):
4.	Combien d'entreprises représentent-elles?
	Associations régionales/de de circonscription:
	Associations sectorielles/professionnelles:
	Autres (Veuillez spécifier):
_	
5.	Existe-t-il des catégories importantes d'entreprises qui ne sont pas représentées dans votre effectif de membres?
	□ Oui
	□ Non

	Si oui, veuillez indiquer si elles sont affiliées à d'autres organisations représentatives, aux niveaux national ou infranational.				
Veuille	z cocher uniquement cel	les qui répondent à ce	critère		
		Nationale	Régionale	Sectorielle	
Entreprises du	u secteur privé (toutes)				
Sociétés à cap	oitaux étrangers				
Petites entrep	orises				
Entreprises du	u secteur public				
Pouvoirs publ	lics				
Organismes/i	nstitutions autonomes				
Autres					
	s les fédérations et asso ocher la case corresponda		re pays?		
	0 - 10%				
	11 - 20%				
	21 - 30%				
	31 - 40%				
	41 - 50%				
	51 - 60%				
	61 - 70%				
	71 - 80%				
	81 - 90%				
	91 - 100%				

8.		t (approximativement) le volume de l'emploi représenté par vos entreprises affiliées, y s les fédérations et associations, en pourcentage de l'emploi national??
	(Veuille	z cocher la case correspondante))
		0 - 10%
		11 - 20%
		21 - 30%
		31 - 40%
		41 - 50%
		51 - 60%
		61 - 70%
		71 - 80%
		81 - 90%
		91 - 100%
9.		votre pays les petites, moyennes et grandes entreprises sont définies en fonction du e de leurs salariés, veuillez indiquer ces nombres dans le tableau ci-dessous.
	ou de l'	te plusieurs définitions, veuillez indiquer celle qui est énoncée dans la législation du travail emploi. S'il n'existe pas de définition pour l'une ou l'autre catégorie, veuillez laisser en a case correspondante.
	Petites:	
		 nes:
	Grande	
10.	proport	comptez des entreprises du secteur privé ou public parmi vos affiliés directs, quelle tion représentent-elles (nombre d'entreprises) dans les catégories des petites, nes et grandes entreprises?
	-	xiste pas de définition des petites, moyennes et grandes entreprises classées sur la base
		bre de leurs salariés, veuillez utiliser les définitions suivantes: Petites=moins de 50,
	Moyenr	nes=50 à 200, Grandes=plus de 200)
	Privé Pe	etites:
	Public P	Petites:
	Privé M	loyennes:
	Public N	Moyennes:
	Privé Pe	etites:
	Public 6	Grandes:

11. Si vous comptez des ass petites, moyennes et g		•	•	lle est la prop	portion de
Privé Petites:					
Public Petites:					
Privé Moyennes:					
Public Moyennes:					
Privé Petites:					
Public Grandes:					
12. Avez-vous constaté au catégories d'affiliés ci-constaté au catégories d'affiliés ci-constaté au catégories d'affiliés	dessous (directs o	ou adhérents c	l'associations)?	•	
	Diminution significative (plus de 10%)	Diminution	Situation inchangée	Hausse	Hausse significative (plus de 10%)
Entreprises du secteur privé					
(dans leur ensemble)					
Petites entreprises					
Entreprises moyennes Grandes entreprises	Ц				
(intérieur du pays)					
Multinationales					
Entreprises publiques					
Pouvoirs publics					
Organismes/institutions autonomes					
Associations régionales/de circonscription					
Associations sectorielles/professionnelles					
Travailleurs indépendants					

# 13. Sur la base des expériences de votre organisation et de ses affiliés, quels sont les services relatifs au marché du travail que les différentes catégories d'entreprises privilégient?

Veuillez cocher le service en question pour chaque catégorie, et laisser en blanc les cases correspondant aux catégories non représentées dans vos effectifs

	Lobbying et défense des intérêts	Négociations collectives	Législation du travail, conseil/formation	Relations du travail, conseil/formation	Gestion des ressources humaines	Information
Entreprises du secteur privé (dans leur ensemble)						
Petites entreprises						
Entreprises moyennes						
Grandes entreprises (intérieur du pays)						
Multinationales						
Entreprises publiques						
Pouvoirs publics						
Organismes/institutions autonomes						
Associations régionales/de circonscription						
Associations sectorielles/professionnelles						
Travailleurs indépendants						
(Cont.)	Recherche	Sécurité sociale	Sécurité et santé au travail	Salaires et conditions de travail	Autre	
(Cont.) Entreprises du secteur privé (dans leur ensemble)	Recherche		et santé au	et conditions	Autre	
Entreprises du secteur privé		sociale	et santé au travail	et conditions de travail		
Entreprises du secteur privé (dans leur ensemble)		sociale	et santé au travail	et conditions de travail □		
Entreprises du secteur privé (dans leur ensemble) Petites entreprises		sociale	et santé au travail □	et conditions de travail		
Entreprises du secteur privé (dans leur ensemble) Petites entreprises Entreprises moyennes Grandes entreprises		sociale	et santé au travail	et conditions de travail		
Entreprises du secteur privé (dans leur ensemble) Petites entreprises Entreprises moyennes Grandes entreprises (intérieur du pays)		sociale	et santé au travail	et conditions de travail		
Entreprises du secteur privé (dans leur ensemble) Petites entreprises Entreprises moyennes Grandes entreprises (intérieur du pays) Multinationales		sociale	et santé au travail	et conditions de travail		
Entreprises du secteur privé (dans leur ensemble) Petites entreprises Entreprises moyennes Grandes entreprises (intérieur du pays) Multinationales Entreprises publiques		sociale	et santé au travail	et conditions de travail		
Entreprises du secteur privé (dans leur ensemble) Petites entreprises Entreprises moyennes Grandes entreprises (intérieur du pays) Multinationales Entreprises publiques Pouvoirs publics Organismes/institutions		sociale	et santé au travail	et conditions de travail		
Entreprises du secteur privé (dans leur ensemble) Petites entreprises Entreprises moyennes Grandes entreprises (intérieur du pays) Multinationales Entreprises publiques Pouvoirs publics Organismes/institutions autonomes Associations régionales/de		sociale	et santé au travail	et conditions de travail		

### 2. Recettes

14. Quel est le montant des r	ecettes totales	de votre orga	anisation en 20	09 (US\$)					
15. Pour l'année 2009, quel e suivantes?	est en pourcent	age le montar	nt des recettes	provenant d	es sources				
Veuillez n'insérer que des	chiffres, dont le	e total devrait	se monter à 10	0					
Cotisations des membres	:								
Rétribution de services au	ux membres:								
Rétribution de services à	_								
Vente de publications:									
Fonds publics (y compris	donateurs):								
Autres fonds d'origine pri	Autres fonds d'origine privée (fondations, fiducie, legs, dons):								
Autres:									
17. Vos recettes provenant d années?	es sources ci-d	essous ont-ell	es évolué au co	ours des 5 de	rnières				
	Diminution significative (plus de 10%)	Diminution	Situation inchangée	Hausse	Hausse significative (plus de 10%)				
Cotisations des membres									
Rétribution de services aux membres									
Rétribution de services à des tiers non affiliés									
Vente de publications									
Fonds publics (y compris donateurs)									
Autres fonds d'origine privée (fondations, fiducie, legs, dons)									
Autres:									
Si autre, veuillez spécifier	<del></del>								

18.	Pensez-vous que les recettes des sources ci-dessous pourraient évoluer au cours des
	prochaines années?

	Diminution significative (plus de 10%)	Diminution	Situation inchangée	Hausse	Hausse significative (plus de 10%)
Cotisations des membres					
Rétribution de services aux membres					
Rétribution de services à des tiers non affiliés					
Vente de publications					
Fonds publics (y compris donateurs)					
Autres fonds d'origine privée (fondations, fiducie, legs, dons)					
Autres:					
19. Si vous pensez que les rec au cours des cinq prochai			• • •	•	ou diminuer
Cotisations des membres	:				
Rétribution de services au	ıx membres: _				
Rétribution de services à	des tiers non a	ffiliés:	_		
Vente de publications:					
Fonds publics (y compris	donateurs):				
Autres fonds d'origine pri	vée (fondation	s, fiducie, legs	s, dons):		
Autres:					

### 3. Personnel

20.	Veuillez indiquer le nombre de personnes employées par votre organisation dans les catégories ci-dessous?
	Permanent Dirigeants et cadres:
	Permanent Personnel d'appui (secrétaires, employés de bureau, etc.):
	Temps partiel Dirigeants et cadres:
	Temps partiel Personnel d'appui (secrétaires, employés de bureau, etc.):
	Emplois temporaires/consultants durant l'année dernière Dirigeants et cadres:
	Emplois temporaires/consultants durant l'année dernière Personnel d'appui:
21.	Veuillez indiquer, en pourcentage, la durée consacrée par votre personnel aux tâches cidessous:
	Questions juridiques 2005:
	Questions juridiques 2010:
	Questions économiques 2005:
	Questions économiques 2010:
	Relations professionnelles/relations du travail 2005:
	Relations professionnelles/relations du travail 2010:
	Marketing/relations avec les adhérents 2005:
	Marketing/relations avec les adhérents 2010:
	Questions internationales 2005:
	Questions internationales 2010:
	Communication/relations publiques 2005:
	Communication/relations publiques 2010:
	Gestion et administration 2005:
	Gestion et administration 2010:
	Autres (spécifier):
22.	A combien de temps remonte la dernière grande restructuration du personnel dans votre organisation?
	☐ 1-3 ans
	□ 3-5 ans
	☐ Plus de 5 ans
	☐ Jamais

23.	Votre o	organisation s'est-elle dotée d'un plan stratégique?
		Oui
		Non
24.		avez répondu « oui » à la question précédente, veuillez répondre à celleci: Indiquez e mise en application de ce plan:
		Non appliquée
		Partiellement
		En grande partie
		Totale
25.	Veuillez	indiquer la fréquence du réexamen officiel de votre plan stratégique:
		Pas de réexamen
		Non encore prévu
		Au moment voulu
		Régulièrement

### 4. Mandat & services

26. Vos services de représei ils augmenté ou diminu			intérêts) dans	les domaine	s ci-après ont-
Ne cochez que les cases :	s'appliquant à vo	otre cas – les c	ases laissées er	n blanc seroni	t interprétées
comme étant des domai	nes dans lesquels	s vous n'interv	enez pas		
	Diminution significative (plus de 10%)	Diminution	Situation inchangée	Hausse	Hausse significative (plus de 10%)
Emploi, travail et affaires sociales					
Economie					
Investissement et commerce					
Education et qualifications					
Environnement					
Sécurité sociale/protection sociale					
Questions internationales					
Autres					
28. Pensez-vous que vos ser dans les thématiques su	•	-	minuer au cou		-
	significative (plus de 10%)	Diminution	Situation inchangée	Hausse	significative (plus de 10%)
Emploi, travail et affaires sociales					
Economie					
Investissement et commerce					
Education et qualifications					
Environnement					
Sécurité sociale/protection sociale					
Questions internationales					
Autres					

Dans les thématiques reprises da consultation ou de discussion de	•		
entreprises au gouvernement?			
	Oui	Non	
Emploi, travail et affaires sociales			
Economie			
Investissement et commerce			
Education et qualifications			
Environnement			
Sécurité sociale/protection sociale			
Questions internationales			
Autres			
Dans lesquels des mécanismes qu	ıi evistent est.	elle nartie nrenant	te votre organisation?
gans resqueis des mecamsmes qu	Oui	Non	ic rotic organisation.
Emploi, travail et affaires sociales			
Economie			
Investissement et commerce			
Education et qualifications			
Environnement			
Sécurité sociale/protection sociale			
Questions internationales			

### 5. Services relatifs au marché du travail

32.		os des questions rel e organisation ont-		-		e plaidoyer et	de lobbying
		Ont baissé de plus de	10%				
		Ont baissé de moins de	10%				
		Pas de changement					
		Ont augmenté de moi	ns de 10%				
		Ont augmenté de plus	de 10%				
33.		os des questions rel e organisation quel		-		• •	
		Ont baissé de plus de	10%				
		Ont baissé de moins de	10%				
		Pas de changement					
		Ont augmenté de moi	ns de 10%				
		Ont augmenté de plus	de 10%				
34.		e organisation, ou u ations pour le comp		·-		•	
			A baissé plus de 10%	A baissé de moins de 10%	Pas de changement	A progressé de moins de 10%	A progressé de plus de 10%
Ten	dance dans	l'activité					

35.	Avez-vous constaté une évolution du volume de services aux entreprises délivrés par votre
	organisation ou par des associations qui en sont membres, dans les thématiques suivantes
	relativement à la question de l'emploi, au cours des 5 dernières années?

Laissez en blanc les cases qui ne s'appliquent pas

	A baissé plus de 10%	A baissé de moins de 10%	Pas de changement	A progressé de moins de 10%	A progressé de plus de 10%
Négociations collectives					
Salaire minimum					
Règlement des différends					
Conseil en matière de relations avec le personnel					
Représentation devant les tribunaux					
Travail en réseau avec les membres					
Recherche et communication des bonnes pratiques					
Evaluation comparative					
Recherche					
Publications					
Offre de conseil					
Consultance					
Formation					
Services de recrutement pour les membres					
Autres					

## 36. Au cours des cinq prochaines années, anticipez-vous un changement du niveau de la demande pour des services directs à l'entreprise fournis par votre organisation ou des assocations membres de votre organisation?

Laissez en blanc les cases qui ne s'appliquent pas

	A baissé plus de 10%	A baissé de moins de 10%	Pas de changement	A progressé de moins de 10%	A progressé de plus de 10%
Négociations collectives					
Salaire minimum					
Règlement des différends					
Conseil en matière de					
relations avec le personnel					
Représentation devant les tribunaux					
Travail en réseau avec les membres					
Recherche et					
communication des					
bonnes pratiques					
Evaluation comparative					
Recherche					
Publications					
Offre de conseil					
Consultance					
Formation					
Services de recrutement pour les membres					
Autres					

# 6. Opportunités et contraintes actuelles et futures

37.	Dans quelle mesure les facteurs ci-après constituent-ils des contraintes et des facteurs limitant
	à la capacité de votre organisation de répondre aux attentes et aux besoins de leurs
	adhérents?

(Veuillez indiquer le poids de contrainte en cochant l'un des cercles le mesurant au mieux sur l'échelle de notation ici précisée)

ac notation to produce,	aucune contrainte	peu significative	significative	très significative
Attitude du Gouvernement				
Attitude des syndicats				
Contraintes juridiques pesant sur les activités				
Faible représentativité de votre organisation				
Contrainte financière – nombre très insuffisant d'adhérents				
Contrainte financière - taux de cotisation trop faible				
Contrainte financière – impossibilité de faire payer les services				
Manque d'intérêt/d'appui des adhérents				
Manque d'appuis internationaux				
Concurrence de tiers – associations d'entreprises				
Concurrence de tiers – consultants, juristes, etc.				
Concurrence de tiers – services du gouvernement, institutions académiques				
Personnel insuffisant (en nombre)				
Inadéquation des qualifications/compétences du personnel				
Absence de stratégie de développement et de fournitures de prestation de services				
Autres				

#### 38. Qui sont les principaux concurrents de votre organisation?

#### Cochez autant de cases que nécessaire??

	Non Significatif	Significatif	Très Significatif
Associations nationales d'entreprises non affiliées à votre organisation			
Associations sectorielles d'entreprise non affiliées à votre organisation			
Chambres de commerce et d'industrie			
Associations régionales d'entreprises non affiliées à votre organisation			
Organisations membres de votre organisation			
Associations internationales d'entreprises			
Réseaux ad-hoc ou informels d'employeurs provisoires			
Institutions de formation			
Institutions de gestion des ressources humaines			
Institutions de management			
Cabinets d'avocats			
Consultants			
Services de l'État			
Institutions académiques			
Autres			

### 39. La concurrence de ces organismes est-elle pour votre organisation une préoccupation croissante ou décroissante?

Veuillez cocher la case appropriée et laisser en blanc les cases sans objet

		Non Significatif	Significatif	Très Significati
Associations nationales d'entreprises non affiliées à votre organisation				
Associations sect votre organisation	torielles d'entreprise non affiliées à on			
Chambres de cor	mmerce et d'industrie			
Associations régi votre organisation	onales d'entreprises non affiliées à on			
Organisations me	embres de votre organisation			
Associations inte	rnationales d'entreprises			
Réseaux ad-hoc oprovisoires	ou informels d'employeurs			
Institutions de fo	ormation			
Institutions de ge	estion des ressources humaines			
Institutions de m	anagement			
Cabinets d'avoca	nts			
Consultants				
Services de l'État				
Institutions académiques				
Autres				
40. Avez-vo	ière spécifier: us actuellement l'intention c mentaire à votre organisation		e organization conc	urrente ou
	Oui – avec une organisation concu	rrente		
	Oui – avec une organisation compl			
	Non	ementane		
-	z-vous actuellement de noue mentaire à votre organisation		ine organization co	ncurrente ou
	Oui – avec une organisation concu	rrente		
	Oui – avec une organisation compl	émentaire		
	Non			

42.	•	ondu oui aux deux nisation s'agit-il?	questions	s ci-dessus ou à	l'une des deux	c – de quelle
43.	Lorsqu'il existe o	_	ons non a	ffiliées à votre s	structure, com	ment décririez-vous
	Veuillez choisir e indiquée	ntre les qualificatifs	concurre	entielle et compl	lémentaire et p	our chaque période
		Concurrentielles	Complé	mentaires		
	Ily a 5 ans					
	A ce jour					
	ID'ici 5 ans					
44.	Lorsqu'il existe o	_	ons non a	ffiliées à votre	structure, com	ment décririez-vous
	iillez choisir entre que période indiq	•	narcation	clairement déf	inie et chevauc	hement et cela, pou
		Distinction des responsabilités claire définie		Chevauchement c esponsabilités /ser		
	Ily a 5 ans					
	A ce jour					
	ID'ici 5 ans					
45.		on vous, l'évolution q prochaines année			-	ats dans votre pays
	Veuillez cocher la	a case appropriée p	our chacu	ın des deux sect	eurs	
			Renforceme	nt Sans changement	Affaiblissemen	t
	Dans le secteur p	ublic				
	Dans le secteur p	rivé				
	motifs?					dicats et pour quels
(ve	uillez cocher la ca	ise appropriée pour	•	•	•	Council
	Pour échanger de informations		amais	Rarement	Parfois	Souvent
	Pour consultation	1				
	En vue de négocia	ations à	_			
	venir					

### 8. Effets de la crise financière de 2008

47. La crise financière qui a éclaté en 2008 a-t-elle été la cause de changements significatifs dans les activités et priorités de votre organisation?						
□ Oui						
□ Non						
Si vous avez répondu « oui » a	à la question p	récédente, veu	illez décrire ces ch	nangements		
48. Pour votre organisation, y a-t-il eu l'année dernière un impact sur vos effectifs et recettes que e vous attribuez à la crise??						
	Diminution	Sans changement	Augmentation			
Nombre de membres						
Réduction du taux des cotisations						
Niveau du budget						
Cotisations non payées						
Recettes provenant des services						
Recettes provenant de publications						

### 9. Commentaires complémentaires

Veuillez utiliser cet espace (ou ajoutez des pages) pour donner de plus amples informations ou commenter des sujets qui n'ont pas encore été abordés dans le questionnaire, afin de nous aider à mieux comprendre le rôle et les perspectives qui s'offrent à votre organisation en sa qualité de porte-parole des entreprises de votre pays.

49.	Remarques:				

Bureau des activités pour les employeurs:

Enquête de l'OIT sur les organisations d'employeurs

2010

Annexe II: Liste des répondants

#### *l'Afrique*

Afrique du Sud Business Unity South Africa

Bénin Conseil National du Patronat du Benin (CNP)

Botswana Botswana Confederation of Commerce Industry & Manpower (BOCCIM)

Cameroun

Ethiopie Ethiopian Employers' Federation

Ghana Employers Association

Ile Maurice Mauritius Employers' Federation

La Namibie Namibian Employers Federation

Lesotho Association of Lesotho employers and Business

Malawi Employers Consultative Association of Malawi

Mali National Council of Employees

Sénégal Conseil National du Patronat du Senegal (CNP)

Swaziland The Federation of Swaziland Employers & Chamber of Commerce (FSE&CC)

Tanzanie Association of Tanzanian Employers (ATE)

Zimbabwe Employers' confederation of Zimbabwe (EMCOZ)

#### les Amériques

Argentine Unión Industrial Argentina

Bolivie Confederación de Empresarios Privados de Bolivia

Brésil Confederção Nacional da Indústria (CNI)

Chili Confederación de la Producción y del Comercio

Colombie Asociación Nacional de Empresarios de Colombia (ANDI)

Costa Rica Unión Costarricense de Cámaras y Asociaciones del Sector Empresarial Privado

(UCCAEP)

El Salvador Asociación Nacional de la Empresa Privada

Equateur Cámara de Industrias de Guayaquil

Guatemala Comité Coordinador de Asociaciones Agrícolas, Comerciales, Industriales y

Financieras (CAFIC)

Guyane The Consultative Association of Guyanese Industry

Honduras Consejo Hondureño de la Empresa Privada (COHEP)

Mexique Confederación de Cámaras Industriales de los Estados Unidos Mexicanos

Nicaragua Consejo Superior de la Empresa Privada (COSEP)

Panama Consejo Nacional De La Empresa Privada-(CONEP)

Pérou Confederación Nacional de Instituciones Empresariales Privadas (CONFIEP)

République

Confederación Patronal de la República Dominicana (COPARDOM)

dominicaine

Sainte-Lucie St. Lucia Employers' Federation

Suriname Trade and Industry Association

Uruguay Cámara de Industrias del Uruguay

Venezuela Federación de Cámaras y Asociaciones de Comercio y Producción

(FEDECAMARAS)

#### l'Asie-Pacifique

Australia Australian Chamber of Commerce and Industry

Bangladesh

Cambodge Cambodian Federation of Employers and Business Associations (CAMFEBA)

Chine China Enterprise Confederation

Corée du Sud Korea Employers Federation

Fidji Fiji Employers Federation

Inde The Employers Federation of India

Indonésie Employers' Association of Indonesia (APINDO)

Iran Iranian Confederation of Employers Associates

Japon Japan Business Federation (Nippon Keidanren)

Kiribati Chanber of Commerce & Industry

Lao National Chamber of Commerce and Industry

Malaisie Malaysian Employers Federation

Mongolie Mongolian Employers' Federation

nouvelle-Zélande Business New Zealand

Pakistan Employers' Federation of Pakistan

Papouasie- Employers Federation

Nouvelle-Guinée

Philippines Employers Confederation of the Philippines

Singapour Singapore National Employers Federation

Sri Lanka The Employers' Federation of Ceylon

Thaïlande Employers' Confederation of Thailand

Tuvalu Tuvalu National Private Sector Organization (TNPSO)

#### Vanuatu Vanuatu Chamber of Commerce and Industry

#### *l'Europe*

Allemagne Confederation of German Employers (BDA) Arménie Republican Union of Employers of Armenia ARY de

Macédoine

Organisation of Employers of Macedonia

Autriche Federation of Austrian Industries

**Belarus** Business Union of Entrepreneurs and Employers Bosnie-Employers Association of Bosnia and Herzegovina

Herzégovine

Bulgarie Bulgarian Industrial Association - Union of Bulgarian Business

Chypre Cyprus Employers & Industrialists Federation (OEB)

Croatie Croatian Employers' Association (HUP) Danemark Confederation of Danish Employers (DA)

Espagne Confederación Española de Organizaciones Empresariales (CEOE)

Géorgie Georgia Employers Association

Irlande Irish Business and Employers' Confederation

Kazakhstan Confederation of Employers and enterprises of Kazakhstan (CEEK)

Monténégro Montenegrin Employers Federation

Pays-Bas Confederation of Netherlands Industry and Employers (VNO-NCW)

République kirghize

National Confederation of Employers of the Kyrgyz Republic

République tchèque

Confederation Of Industry of the Czech Republic (SP)

Royaume-Uni Confederation of British Industry

Russie Russian Union of Industrialists and Entrepreneurs (RSPP)

Serbie Serbian Association of Employers

Suisse Union Patronale Suisse (UPS)

Tadjikistan Association of Employers of the Republic of Tajikistan Turquie Turkish Confederation of Employer Associations (TISK)

Ukraine Federation of Employers of Ukraine (FEU)